

De la révolution à l'après-socialisme : les temps de la construction nationale en RDP Lao

Olivier EVRARD et Vattana PHOLSENA

Le 2 décembre 1975, après plus de trente années d'un conflit à la fois civil et international, le royaume du Laos devient officiellement la République démocratique populaire lao (RDPL). Les historiens distinguent généralement deux périodes depuis cette date. Les quinze premières années de la RDPL sont marquées par une orientation socialiste (au moins en théorie car le programme de collectivisation rurale est arrêté dès la fin des années soixante-dix) et, sur le plan international, par l'influence de la Guerre froide et du conflit sino-vietnamien en 1979. Avec la fin de l'aide soviétique, le régime se tourne vers l'aide internationale, engage des réformes structurelles de son économie et de ses institutions, notamment financières, et s'ouvre progressivement aux capitaux et aux touristes étrangers. Sur le plan international, il normalise ses relations avec ses voisins, en particulier la Thaïlande, et intègre l'Asean¹ en juillet 1997.

Il serait trompeur et réducteur cependant de se focaliser uniquement sur les ruptures introduites par la réorientation économique des années quatre-vingt-dix. Au-delà de l'opposition entre période socialiste et « post-socialiste », les trente années d'existence de la RDPL sont en effet marquées par une grande continuité sur le plan politique, le pouvoir effectif restant aux mains du parti, des militaires et des anciens héros de la lutte révolutionnaire. De plus, les quinze dernières années ont vu le régime reformuler et se réapproprier certains rituels ou figures historiques de l'époque royale et pré-coloniale dans le but de mieux asseoir sa légitimité (Evans, 1998).

Sur un temps plus long, on observe ainsi la persistance, le retour ou la transformation de certaines problématiques anciennes : problèmes

1. Association des Nations du Sud-Est asiatique

récurrents pour sécuriser et pacifier l'ensemble des régions du pays, continuité de l'organisation territoriale, utilisation des déplacements de populations à des fins d'aménagement du territoire et de sédentarisation de l'agriculture, intégration des cultures ethniques dites minoritaires au sein de la culture « nationale » notamment.

Cette brève présentation de l'histoire de la RDPL vise donc à restituer, de façon aussi synthétique et claire que possible, ces deux tendances en apparence contradictoires : d'un côté une volonté de rupture radicale avec le système politique qui prévalait dans les dernières années de la royauté, de l'autre une certaine continuité dans les relations entre le pouvoir central et les populations rurales.

L'article se concentre sur la période récente, en donnant un bref rappel des événements principaux et en l'illustrant par deux thèmes spécifiques, les déplacements de populations et la politique culturelle, qui contribuent à forger l'unité nationale. Les repères de la période antérieure sont fournis en annexe et une bibliographie sélective permettra aux lecteurs intéressés d'approfondir leurs connaissances.

La République démocratique populaire lao : une chronologie (1975-2005)

Le Laos n'existe dans ses frontières contemporaines que depuis le début de la colonisation française, à la fin du XIX^e siècle. Il devient une monarchie constitutionnelle au sein de l'Union française en 1946 puis un Etat indépendant en 1953. Au cours des décennies suivantes, le conflit entre les Etats-Unis et le Nord-Vietnam a plongé le pays dans la guerre civile et l'instabilité politique. En janvier 1973, le désengagement des Etats-Unis du Vietnam permet la signature des Accords de Paris et, un mois plus tard, le 21 février 1973, des Accords de Vientiane sur la restauration de la paix et la réconciliation au Laos. Un nouveau gouvernement de coalition est formé le 5 avril 1974. Les forces communistes du Pathet Lao contrôlent à cette date environ les quatre cinquièmes du territoire, y compris l'ensemble des zones montagneuses, et 40 % de la population, tandis que les forces de Vientiane, fidèles au roi, contrôlent les grandes villes du sud et les berges du Mékong. L'entrée de Khmers rouges dans Phnom Penh et la prise de Saïgon par les troupes nord-vietnamiennes, respectivement les 17 et 30 avril 1975, précipitent la fin du régime : le roi Savang Vatthana abdique le 29 novembre 1975.

1975-1979 : le temps de l'urgence et de l'exode

Le Congrès national des représentants du peuple marque le changement de régime et la constitution d'une République démocratique populaire lao (RDPL), le 2 décembre 1975. Parmi les participants, cinq des membres du Politburo vont jouer au cours des années suivantes un rôle déterminant dans la conduite du pays : le prince Souphanouvong, Phoumi Vongvichit, Kaysone Phomvihane (le secrétaire général du Parti populaire de la république lao, PPR), Nouthak Phomsavan et Khamtaï Siphandone. Les deux premiers sont des intellectuels éduqués en France. Les trois autres ont directement participé à la lutte politique et militaire aux côtés des Vietnamiens. Figures plus « humbles », si l'on considère leur origine sociale et leur niveau d'éducation, ils vont cependant accéder aux plus hautes fonctions ; Khamtaï Siphandone est ainsi l'actuel président de la RDPL.

Les difficultés auxquelles se trouvent confrontés les dirigeants lao en 1975 sont énormes. Trente années d'un conflit à la fois international et civil ont provoqué d'énormes dégâts et l'exode de plusieurs centaines de milliers de personnes. Pour la première fois de son histoire, le Laos est devenu le théâtre d'une guerre moderne avec duels d'artillerie et bombardements intensifs - un conflit auquel prirent part, directement ou indirectement, les principales puissances régionales (Chine, Vietnam, Thaïlande) et les Etats-Unis. Entre 1964 et 1973, les avions de l'US Air Force larguèrent plus de deux millions de tonnes de bombes sur le territoire lao. Les villages montagnards implantés dans des zones contrôlées par les forces armées communistes du Pathet Lao et du Vietminh ont évidemment été les plus touchés. Les conséquences de ces bombardements se font encore sentir aujourd'hui : sources durablement empoisonnées par « l'agent orange » et le napalm, milliers de « bombilles » répandues dans les forêts et qui explosent parfois au moment du défrichage, mines anti-personnel, etc. Ces bombardements, ainsi que les combats au sol entre les troupes du Pathet Lao et du Vietminh et les partisans du gouvernement royal lao, ont forcé près de 750 000 personnes à quitter leur lieu de résidence (soit un quart de la population de l'époque) et causé la mort d'au moins 200 000 personnes et au moins deux fois plus de blessés (Taillard, 1989 : 95). Nombreux sont ceux qui ont cherché refuge à la périphérie des grandes villes, Louang Prabang et Vientiane notamment. Au début des années soixante-dix, plusieurs villages de migrants ont ainsi été fondés à la périphérie de la plaine de Vientiane (Stuart-Fox, 1997 : 155 ; Evans, 1990 : 39).

L'une des premières préoccupations du nouveau régime est donc de faire revenir dans leur région d'origine les réfugiés qui s'étaient enfuis

lors des bombardements américains. Dès 1974, le Pathet Lao propose aux réfugiés trois mois de subsistance en riz s'ils acceptent de revenir s'installer définitivement dans leur province (Zasloff & Mc Alister, 1975 : 274). Si l'impact de cette mesure semble avoir été limité - ceux qui partaient reconnaître la situation sur place revenant généralement en disant que leurs terres étaient désormais occupées par d'autres -, la fin du conflit permet cependant le retour d'une majorité de migrants : dès 1976, 400 000 personnes retournent dans leur village d'origine, dont 80 000 de façon autonome (Taillard, 1989 : 95). Cependant, les politiques menées jusqu'en 1980 vont contribuer à accroître les difficultés auxquelles doit faire face le nouveau régime : elles se traduiront essentiellement par un flot continu d'émigration vers la Thaïlande concernant en priorité, mais non exclusivement, les franges de la population parmi les mieux éduquées du pays. La continuité de ce phénomène au cours des cinq premières années du régime provient d'une part de sa ligne idéologique « dure » et de sa tendance à une lecture paranoïaque des événements, et d'autre part de l'échec de ses politiques de stabilisation de l'économie.

Dès le début de l'année 1976, de nombreux cadres de l'ancien régime sont envoyés en camps de « rééducation » (*samana*), les autres se trouvant dans l'obligation d'assister à d'interminables séances d'éducation politique, durant lesquelles ils doivent effectuer leur autocritique. La campagne de moralisation de la vie publique entraîne l'envoi en prison de ceux qui étaient « pervertis par l'esprit capitaliste » (joueurs, prostituées). Des cadres du parti formés au Nord mais très mal préparés à gérer des centres urbains et de grosses administrations sont envoyés dans les principaux ministères, sur les marchés et dans chaque quartier pour contrôler la vie publique. Les moines bouddhistes sont critiqués et obligés de participer aux travaux d'intérêt collectif de chaque quartier. Durant l'année 1977, le roi et 19 personnes de sa famille sont envoyés en camps de rééducation, où ils disparaîtront. Parallèlement, plusieurs actions d'envergure contre des guérillas anti-communistes sont menées dans différentes parties du pays avec le concours de l'armée de la République démocratique du Vietnam (RDV)². Ce contexte de peur et de suspicion est renforcé par les discours du régime contre les « ennemis de l'intérieur » et l'exploitation de ce thème à des fins de propagande, notamment après l'attentat manqué contre Kaysone Phomvihane en 1976.

Lorsqu'ils constatent que ceux qui avaient été envoyés en camps ne reviennent pas aussi rapidement que le parti l'avait promis, nombre de fonctionnaires, citadins et commerçants partent à l'étranger. Cette

2. Evans et Rowley, 1990. Ceci est cependant contesté par le gouvernement du Laos.

tendance à l'exil est aussi renforcée par l'échec des politiques économiques. Pour juguler l'inflation et mettre en œuvre dans l'urgence les premières mesures devant permettre le développement d'un système socialiste, le gouvernement décide de bloquer les prix et de contrôler le transit des marchandises. Des contrôles sont également instaurés sur les personnes et les déplacements hors des centres urbains, rendus quasiment impossibles. Très vite, dès le milieu de l'année 1976, vingt mille Chinois et quinze mille Vietnamiens, en majorité des commerçants, s'enfuient du pays (Stuart-Fox, 1997 : 172). Deux années de sécheresse et les fermetures répétées de la frontière avec la Thaïlande, d'où parvenaient l'essentiel des produits manufacturés, augmentent encore les difficultés économiques. Vers le milieu de l'année 1978, après une relative sécurisation intérieure et extérieure (suite à une réduction des tensions avec les voisins thaïlandais et cambodgiens), les dirigeants lancent un programme de collectivisation des terres dont l'objectif est d'augmenter la production et de renforcer la cohésion nationale. Ce programme est un échec et il est arrêté (sans que cette décision ne soit vraiment officialisée) dès la mi-1979³. L'assaut de l'armée vietnamienne au Cambodge en décembre 1978 suivi du conflit sino-vietnamien aggravent en outre l'isolement international du Laos, qui paie cher son alignement avec le Vietnam.

L'ensemble de ces facteurs contribue à faire de cette expérience collectiviste un échec économique et, une nouvelle fois, à alimenter le flot des habitants quittant le pays pour la Thaïlande. Au total, cette période allant de 1974 à 1979 voit plus de 10 % de la population du pays traverser le Mékong et se réfugier en Thaïlande, en France, aux Etats-Unis ou encore en Australie. L'hémorragie est d'autant plus grave qu'elle concerne un pays déjà anémique comptant moins de trois millions et demi d'habitants et que, de surcroît, les réfugiés appartiennent pour l'essentiel aux classes moyennes et supérieures⁴.

Les années quatre-vingt : la consolidation progressive du régime

En décembre 1979, lors d'un discours connu sous le nom de VII^e résolution, Kaysone Phomvihane annonce l'arrêt du programme de collectivisation, la dévaluation de la monnaie nationale et le début d'une politique de réformes visant à réintroduire certains mécanismes de marché dans l'économie. La production et les investissements privés sont

3. Les causes de l'échec de cette réforme sont précisément étudiées par Stuart-Fox (1996) et Evans (1990).

4. Dès octobre 1975, le pays avait perdu la moitié de ses docteurs (Stuart-Fox, 1996 : 60).

encouragés, le commerce intérieur est libéralisé, ainsi que le système des prix pour les produits vendus sur les marchés. Le système extrêmement complexe de la taxe agricole est simplifié. Dès 1980, la production de paddy s'accroît, de même que les ventes de bois et d'hydro-électricité, principales sources de devises du pays. La situation économique reste néanmoins difficile tout au long de la décennie, avec une nouvelle crise en 1987 et des problèmes récurrents d'approvisionnement lors des fermetures de la frontière avec la Thaïlande. Pour autant, l'ouverture du pays à l'aide internationale (non seulement celle des pays socialistes « frères » mais également celle du FMI) et la nécessaire existence de mécanismes libéraux dans le secteur économique, au moins comme transition vers le socialisme, ne sont plus remises en question.

Sur le plan politique, le début de cette période est marqué par l'inauguration du premier plan quinquennal et la tenue, en avril 1982, du III^e Congrès du PPRL, durant lequel est adopté un programme de réformes institutionnelles. Le Comité central du parti voit son nombre de membres doubler et le nombre de responsables issus des minorités ethniques s'accroît mais l'écrasante majorité des membres du Comité central reste d'origine *lao loun*⁵. Surtout, une dizaine de personnes – les sept membres du Politburo en place depuis 1975 plus quatre autres appartenant à son secrétariat – continuent de contrôler l'ensemble de l'organigramme en cumulant différents postes stratégiques.

Sur le plan extérieur, la RDPL parvient, à la fin des années quatre-vingt, à stabiliser durablement ses relations jusqu'alors très conflictuelles avec son voisin thaïlandais. Durant cette décennie, les multiples accrochages, fermetures de frontière et campagnes d'intimidation par média interposés débouchent à deux reprises sur un conflit armé. Les troupes thaïlandaises et lao s'affrontent dans la province de Sayaboury en 1984, et surtout en 1987 où des combats violents se déroulent pendant plus de six mois, le conflit débordant au nord sur la province de Bokeo. Cependant, à l'issue du cessez-le-feu, les relations entre les deux pays connaissent un net réchauffement et un comité est mis en place pour statuer définitivement sur leurs frontières communes. Cette stabilisation sur le plan régional coïncide au plan intérieur avec la tenue des premières élections générales depuis treize ans. Les représentants des provinces, districts et municipalités sont élus en novembre 1988, les députés de l'Assemblée populaire suprême en mars 1989 ; Nouhak Phomsavan devient président de l'Assemblée.

5. « Lao des plaines » : terme officiellement utilisé après 1975 pour désigner les populations lao, par opposition à tous les autres groupes ethniques du pays.

Les années quatre-vingt-dix : ouverture du pays et libéralisation économique

Pour la RDPL, les années quatre-vingt-dix marquent la fin de l'aide soviétique, déjà en baisse sensible depuis quelques années. Le régime doit se tourner davantage vers l'aide internationale des organismes de prêt multilatéraux (FMI⁶, Banque mondiale, Pnud⁷, Union européenne, Comité international du Mékong) ou les investissements étrangers (thaïlandais, chinois, australiens, japonais et français). Le rapprochement avec la Thaïlande est remarquable durant cette décennie. Les deux pays concluent ainsi un accord pour la construction d'un pont au-dessus du Mékong à une vingtaine de kilomètres au sud de Vientiane, financé par des capitaux thaïlandais et australiens, qui est inauguré sous le nom de « pont de l'Amitié » en avril 1994. Le Laos intègre l'Asean en 1997 et s'ouvre largement à l'influence économique de ses voisins thaïlandais et chinois. Deux axes de développement économique sont privilégiés depuis cette date : la construction de nouvelles infrastructures hydroélectriques d'une part, l'accroissement des revenus tirés du tourisme d'autre part, avec la simplification des procédures d'obtention des visas de courte durée.

En acceptant de libéraliser son économie, le Laos se trouve dans l'obligation d'entreprendre une série de réformes structurelles demandées notamment par le FMI : libéralisation du secteur bancaire, des investissements étrangers et du commerce, privatisations de certaines entreprises publiques, renforcement des droits fonciers sur le modèle de la propriété privée et redéfinition du rôle de l'Etat. Sur ce dernier point, l'événement le plus important est la rédaction au cours des années 1990 et 1991 d'une constitution finalement adoptée en août 1991. Si elle institutionnalise la libéralisation du secteur économique, elle réaffirme par contre dans le domaine politique le monopole du parti, exerçant le pouvoir au nom du « peuple multi-ethnique lao » (article 5). Le V^e Congrès du parti, en mars 1991, amende les premières versions de la Constitution, réduit le rôle de l'Assemblée nationale, ainsi que celui du Comité central, au profit du président de la République.

La libéralisation de l'économie permet aux provinces, dont l'autonomie a été accrue, d'augmenter leurs sources de revenus, mais parallèlement, elle facilite l'exploitation abusive des ressources forestières, la corruption et d'une manière générale l'accroissement des différences de niveau de vie entre une petite minorité de dirigeants et d'entrepreneurs liés aux projets étrangers, la plupart *lao loum*, et la

6. Fonds monétaire international.

7. Programme des Nations unies pour le développement.

grande majorité des agriculteurs, notamment les montagnards. A partir de mars 1993, une commission anti-corruption est mise en place et, bien que ses travaux restent confidentiels, leurs résultats sont à l'origine d'une critique ouverte au sein du parti à l'encontre de ceux qui souhaitent accélérer les réformes économiques. Ce conflit interne débouche, lors du VI^e Congrès du parti en mars 1996, sur l'exclusion de quelques figures emblématiques du courant « modernisateur », dont le vice-Premier ministre Khampoui Kèouboualapha.

Malgré la libéralisation économique des années quatre-vingt-dix, la RDPL reste un régime autoritaire et opaque dans lequel un groupe réduit de dirigeants continue d'exercer les fonctions clés. Les leaders emblématiques du Pathet Lao ont ainsi occupé chacun tour à tour les plus hautes fonctions depuis 1975, à la tête du parti et du pays. Le poste de président de la République est attribué à Phoumi Vongvichit puis à Kaysone Phomvihane en août 1991. A la mort de Kaysone en novembre 1992, Nouhak Phomsavane devient président de la RDPL et Khamtaï Siphandone occupe la présidence du parti, avant de devenir lui-même président de la République en février 1998 après le retrait de Nouhak⁸. Tout au long de cette période, les représentants de l'armée et ceux des provinces ont aussi renforcé leur influence au sein du Bureau politique et du Comité central. A son accession à la présidence de la République, Khamtaï Siphandone a ainsi nommé comme Premier ministre l'ancien chef de l'armée, Sisavath Kèoubounphan. La représentation croissante de l'armée au sein des instances nationales est justifiée officiellement par la nécessité de mieux répartir les bénéfices de la croissance économique et de lutter contre la corruption. Sa capacité à moraliser de façon effective la gestion du pays reste cependant à démontrer, surtout dans les provinces où elle contrôle directement l'abattage et le transport du bois. De plus, les dépenses affectées au budget militaire (18 % du budget du gouvernement central en 1998, soit 2,2 % du PIB à cette date⁹), handicapent sérieusement le développement des secteurs sociaux, santé et éducation notamment.

1997-2004 : crise économique, tensions politiques et intégration régionale

La crise financière dite « asiatique », née sur la place financière de Bangkok au début de l'été 1997, a durement touché le Laos au moment

8. Khamtaï sera réélu en 2002 pour un nouveau mandat de cinq ans.

9. « Note stratégique Laos », Direction générale de la coopération au développement, coopération belge, Vientiane, juin 2002, p. 5 (60 p.)

même où celui-ci intégrait l'Asean. Tandis que le chômage atteint en Thaïlande des niveaux records et que se multiplient les fermetures d'entreprises, le Laos, très dépendant économiquement de son voisin¹⁰, voit son taux d'inflation s'envoler au milieu de l'année 1999 en parallèle des prix des nombreux produits manufacturés, de nécessité courante et importés depuis la Thaïlande. En outre, la Thaïlande est contrainte de réduire ses dépenses énergétiques, ce qui ralentit les plans de développement de la production d'hydroélectricité au Laos, notamment la construction du barrage Nam Theun 2.

Au cours des années suivantes, le gouvernement réussit à réduire l'inflation (de 130 % en 1999 à environ 7 % en moyenne annuelle actuellement) mais il doit dévaluer la monnaie nationale dans un rapport de un à onze par rapport au dollar américain. La construction du barrage Nam Theun 2 est relancée avec la signature, le 8 novembre 2003, d'un contrat d'achat d'électricité au Laos par la Thaïlande pour une valeur de cinq milliards de dollars sur vingt-cinq ans. Pour autant, les faiblesses structurelles de l'économie lao demeurent : absence de spécialisation industrielle, forte dépendance envers l'aide internationale, dette publique abyssale et faible qualification de la main-d'œuvre notamment.

La crise économique prend une résonance politique particulièrement nette dans un pays qui n'avait connu aucun véritable trouble depuis une vingtaine d'années. En octobre 1999, une manifestation est organisée devant le palais présidentiel à Vientiane au moment de la fête des pirogues, l'une des festivités les plus populaires du calendrier bouddhique lao : cinq étudiants de l'Université nationale lao sont arrêtés le 26 octobre et condamnés à 20 ans de prison lors d'un procès à huis clos. Entre mai et juillet 2000, six bombes explosent dans la capitale, sur des marchés, près des arrêts de bus et dans des restaurants en plein air. Entre 2000 et 2001, 14 attentats au total frappent la capitale faisant quatre morts et plus de 40 blessés (AFP, 12/09/03). En septembre 2003, deux hommes seront jugés et condamnés à la réclusion à perpétuité pour avoir, selon le gouvernement, organisé en lien avec un groupe basé à l'étranger certains de ces attentats. Durant cette même période, en juillet 2000, le poste frontière à Chong Mek dans la province de Champassak au sud du Laos est pris d'assaut par un groupe d'hommes armés de nationalités thaïlandaise et lao. Certains sont abattus par la police lao, mais la plupart réussissent à s'échapper du côté thaïlandais, avant que certains d'entre eux ne soient finalement extradés vers le Laos en 2004.

10. En 2002, le Laos importait 444 millions de dollars de produits thaïlandais et exportait en retour seulement pour 85 millions de dollars, soit cinq fois moins, vers la Thaïlande (Banque asiatique de développement, *Key indicators of the Lao People's Democratic Republic*, Manille, 2003, <http://www.adb.org/laoPDR>).

Malgré ces événements, le régime ne modifie en rien sa ligne politique. Le gouvernement est remanié en mars 2001 à la suite du VII^e Congrès du Parti populaire révolutionnaire lao. Les changements opérés à cette date au sein du gouvernement traduisent, selon certains observateurs, un rééquilibrage des forces en faveur des tenants d'une ligne « pro-chinoise » et au détriment des « pro-Vietnamiens », mais ces changements n'ont aucun impact politique visible sur le plan intérieur. En février 2002, lors des élections législatives organisées pour élire les 109 députés de l'Assemblée nationale, un seul des 166 candidats n'appartient pas au PPRL (AFP, 24/02/02). Ces élections ne changent pas la composition du gouvernement.

Si les attentats perpétrés en 2000 et 2001 dans la capitale avaient trouvé un écho modéré dans la presse internationale, plusieurs événements vont, au cours de l'année 2003, contribuer à sortir le Laos de son traditionnel anonymat médiatique. Le 6 février 2003, deux touristes occidentaux et huit Lao sont tués dans une embuscade contre un bus sur la route n°13, entre Vientiane et Louang Prabang. Le 20 avril, une attaque similaire sur cette même route fait 12 morts et 31 blessés parmi les 69 passagers, pour la plupart des étudiants de l'Université de Dongdok qui revenaient de Phongsaly et d'Oudomxay après les fêtes du nouvel an lao¹¹. Le ministère des Affaires étrangères lao, par l'intermédiaire de son porte-parole, attribue officiellement ces attaques à des « bandits », sans autre précision. La situation est cependant suffisamment grave pour que le chef d'état-major lao se rende immédiatement à Hanoï, où il s'entretient avec de hauts responsables du ministère vietnamien de la Défense (AFP, 20/04/03). Officieusement, ces attaques seraient attribuées à des groupes armés, composés notamment de Hmong, opérant principalement dans et autour de la zone spéciale de Saysomboun. Au cours du mois de juin 2003, des informations font état d'autres attaques de bus dans la zone spéciale de Saysomboun, notamment le 6 juin (10 morts) et le 16 juin (11 morts). Ces informations (AFP, 27/06/2003) ne donnent lieu à aucun commentaire de la part des autorités lao.

L'événement le plus médiatisé au cours de ce mois reste cependant l'arrestation, le 4 juin, de deux journalistes belge et français et de leur interprète (un Américain d'origine hmong) alors qu'ils tentaient de se rendre clandestinement dans la zone spéciale de Saysomboun pour un reportage sur les groupes armés opérant dans cette région. Les trois hommes sont arrêtés en compagnie de leurs trois guides hmong après que ceux-ci aient échangé des coups de feu avec des miliciens villageois, tuant l'un d'entre eux. Les trois Occidentaux sont condamnés quelques

11. Entre février et juin 2003, les attaques sur ou à proximité de la route n°13 ont fait au total une trentaine de morts (AFP, 29 juin 2003).

semaines plus tard à 15 années de prison à l'issue d'un procès de deux heures (auquel les ambassadeurs de France et des Etats-Unis ont pu assister) dont le verdict fait la une des principaux médias en Europe. Ils seront finalement relâchés et expulsés du pays le 9 juillet après 36 jours de détention mais leurs trois guides, condamnés eux à des peines de 12 à 20 ans, sont, par contre, toujours en prison.

Ces événements ont un impact négatif sur l'image du pays à l'étranger et, par voie de conséquence, sur son économie : baisse de la fréquentation touristique en 2003 (imputable également à l'épidémie de Sras¹² et à la guerre en Afghanistan et en Irak) et réduction de 50 % des transferts officiels provenant de la diaspora laotienne entre 2000 et 2002. Ces incidents ont également nui à la normalisation des relations lao-américaines. Les Etats-Unis ont cependant fini par rétablir officiellement des liens commerciaux normaux avec le Laos, malgré la vive opposition de membres du Congrès américain et surtout des groupes de pression composés de Hmong et Lao de la diaspora aux Etats-Unis (Pholsena, 2005 : 181-182).

Dans ce contexte, le X^e sommet de l'Asean, qui fut organisé à Vientiane à la fin novembre 2004 et auquel participaient, en plus des pays membres, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, était lourd d'enjeux. Le régime lao, qui organisait son premier grand événement international, a réussi à démontrer sa volonté de sortir de son isolement et d'intégrer le jeu politique régional. Plus de 3 000 délégués, dont 800 journalistes étrangers, furent invités. L'organisation de ce sommet symbolise d'une certaine manière sur le plan diplomatique la fin d'un long chemin parcouru par ce pays membre de l'organisation régionale depuis moins de dix ans, et sortant surtout de trente années de guerre et d'années d'ostracisme économique et diplomatique de la part de la communauté internationale.

La construction de la « Nation lao » : deux dynamiques de temps long

Malgré sa volonté de rupture radicale avec les périodes précédentes, le nouveau régime n'a pas été en mesure de mener à bien son projet socialiste. Dès 1979, il a dû infléchir sa politique économique puis, à partir du milieu des années quatre-vingt, a été contraint de s'adresser de nouveau aux organismes d'aide internationale et d'accepter d'ouvrir son

12. Syndrome respiratoire aigu sévère.

économie aux investissements étrangers. Cependant, à l'exception de ce revirement économique dicté par l'échec de la collectivisation et par l'environnement international, la politique de construction nationale du parti est restée remarquablement constante depuis 1975, tant dans sa conception que dans sa mise en œuvre. Les deux thèmes choisis ici – parmi de nombreux autres possibles – illustrent clairement la grande continuité marquant les relations entre le pouvoir central et les populations des régions périphériques, et l'utilisation, voire l'imposition, de symboles de l'époque pré-socialiste à des fins très contemporaines.

Le rôle des déplacements de populations dans le contrôle et l'aménagement du territoire

Les déplacements de populations étaient déjà pratiqués à grande échelle de façon courante en Asie du Sud-Est avant la création des Etats nations dans le but d'accroître la main-d'œuvre disponible pour l'aménagement du territoire. Ils accompagnaient en général une campagne militaire et concernaient essentiellement des populations déjà installées en plaine, que l'on réinstallait à proximité d'un centre sous-peuplé. Les princes thaï déplaçaient plus rarement des populations montagnardes : ils passaient plutôt avec elles des contrats grâce auxquels ils sécurisaient les confins des territoires les plus excentrés. Depuis 1975 par contre, les déplacements concernent en majorité les populations montagnardes : celles-ci sont « intégrées » par la contrainte ou la persuasion dans l'espace humain, économique et culturel des populations des plaines, au nom de l'édification nationale.

Toutes les populations montagnardes sont concernées, indépendamment de leur appartenance ethnique, mais selon des chronologies variables en fonction des contextes locaux. L'ampleur de ces mouvements de population est telle que, dans certains districts, plus de la moitié des villages montagnards ont disparu depuis 1975 (Evrard & Goudineau, 2004). L'objectif de ces déplacements reste, comme avant 1975, d'aménager le territoire et d'utiliser au mieux les ressources humaines disponibles, mais il s'agit aussi désormais d'assimiler des populations culturellement au sein de l'ensemble « national » lao. Il faut cependant dissocier ici les déplacements opérés pour des raisons sécuritaires (nombreux dans l'immédiat après-guerre) et les déplacements initiés à des fins de développement rural.

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, la plus grande part du territoire national a été pacifiée mais des foyers de tension demeurent encore actuellement dans certaines provinces, Xieng Khouang et

Saysomboun notamment, où des groupes de « *bandits* » - terme employé officiellement par le pouvoir central - sont tenus pour responsables des attaques meurtrières contre des bus et des taxis perpétrées en 2003 sans que cela soit pour l'instant vérifié. Ils seraient plusieurs centaines d'hommes en armes, dont une majorité de Hmong, vivant en forêt avec leurs familles et se déplaçant fréquemment, descendants ou derniers représentants d'une guérilla anti-communiste soutenue avant 1975 par les Américains. Il est possible qu'une intensification de la répression militaire en 2002 et 2003 à l'encontre de ces groupes, avec par endroits un soutien vietnamien¹³, ait entraîné leur radicalisation et leur usage du terrorisme contre des civils. Il est possible également que la recrudescence des attaques soit liée à la politique d'éradication de l'opium appliquée strictement par le gouvernement depuis 2002. Enfin, des interférences avec des soutiens financiers ou logistiques étrangers ne sont pas complètement à exclure (170 000 Hmong vivent aujourd'hui aux Etats-Unis) mais elles n'ont jamais été clairement démontrées. Les informations les plus récentes montrent cependant que ces groupes armés sont en voie de désagrégation, sous l'effet de situations sanitaires désastreuses et d'épisodes de famine. Un groupe de 500 à 900 personnes se serait rendu aux autorités lao fin janvier 2004 (AFP, 9/04/2004 et 11/04/2004) et aurait été installé dans une zone de regroupement.

Malgré ces problèmes récurrents dans certaines régions incomplètement pacifiées, les déplacements d'ordre sécuritaire constituent une très faible proportion aujourd'hui des migrations en cours. Pour l'essentiel, celles-ci relèvent en effet d'une planification d'abord économique. A partir du milieu des années quatre-vingt, les villages montagnards sont priés de se rapprocher des grands axes commerciaux pour bénéficier des actions de développement rural engagées par l'Etat. La sous-population relative des basses terres, les moyens humains et techniques limités de l'Etat, la volonté de stopper l'agriculture sur brûlis et plus récemment d'éradiquer la culture de l'opium, tous ces facteurs ont contribué à faire des déplacements un axe central de la nouvelle politique de développement rural.

En 1990, le Plan d'action pour les forêts tropicales, financé notamment par la FAO et la Banque mondiale, valide sans modification majeure le programme adopté lors de la première conférence sur les

13. S'il n'existe pas de preuves formelles d'une implication militaire des Vietnamiens dans cette région, ils sont par contre bien présents économiquement : le régime de Hanoi a débloqué 35,9 millions de dollars en 2002 pour financer un plan de développement de la région de Saysomboun (30 000 habitants). La conception en a été confiée à une entreprise publique vietnamienne, *Hanoi Construction Investment Company*, déjà connue pour la construction du monument dédié à Kaysone Phomvihane à Vientiane

forêts tropicales à Vientiane en mai 1989. Ce programme devait aboutir avant l'année 2000 à la « sédentarisation » de 60 % du million et demi d'agriculteurs vivant en 1989 de l'agriculture sur brûlis, soit environ 900 000 personnes dans un pays qui comptait à cette date environ quatre millions d'habitants (Evrard et Goudineau, 2004 : 938). Officiellement, ceci ne signifiait pas que l'ensemble de ces populations devait être déplacé mais, quinze ans plus tard, il apparaît que, pour une grande majorité d'entre eux, le déplacement vers les basses terres a constitué le seul moyen d'accès aux services publics et de sécurisation de leurs droits fonciers. De fait, les études démographiques les plus récentes montrent que les migrations des populations montagnardes vers les vallées sont désormais aussi nombreuses que les migrations depuis les zones rurales vers les villes (Sisouphanthong et Taillard, 2000 : 56).

Cette situation souligne un aspect essentiel des déplacements de populations au Laos. Officiellement, il ne s'agit pas d'une politique à proprement parler (aucun texte officiel ne les mentionne) mais d'une stratégie utilisée lorsque cela est nécessaire pour régler des problèmes d'ordre plus général, comme la pauvreté rurale ou la sédentarisation de l'agriculture. Dans le document préparé pour la Conférence des pays les moins avancés en 2001 à Bruxelles, le gouvernement lao insiste sur le fait que « *l'expression déplacements de populations [en anglais resettlement] ne correspond pas au sens de l'expression lao chatsan asib khong ti [mettre en place des activités sédentaires et durables]. L'intention du gouvernement n'est pas de déplacer les villages au sens strict mais de créer les conditions nécessaires à l'établissement d'activités sédentaires et durables pour tous les foyers non sédentarisés* » (Government of Lao PDR, 2001 : 33). Dans les faits pourtant, les déplacements de population ne constituent pas seulement un « outil » de la politique de développement rural mais bien un de ses aspects les plus cruciaux et ils influencent directement la conception des initiatives publiques en matière de développement rural. Le président du Front d'édification nationale, Tong Yeu Tho, lui-même d'origine ethnique, le rappelait d'ailleurs très clairement début février 2005 : « *ethnic people would only have a better life if they moved from the highlands to resettlement areas* » (*Vientiane Times* n°24 du 4/02/2005).

Entre 1990 et 1995, le programme de déplacements de populations a démarré lentement et avec des moyens limités : seulement six milliards de kip (environ six millions de dollars) sont dépensés à titre d'investissements publics pour le développement rural. Mais entre 1996 et 2000 ce budget va être multiplié par dix (en monnaie constante) (*Vientiane Times*, 14-17/07/1997). Chaque district doit désormais analyser et cartographier sa capacité à développer certaines activités

économiques (rizières, élevage, plantations, artisanat) et évaluer le nombre de personnes qui pourront vivre de façon sédentaire de ces activités. Les districts considérés comme surpeuplés par rapport à leurs potentialités doivent organiser la migration de leur surplus de population vers d'autres districts pouvant les accueillir (Goudineau, 1997 : 20).

Parallèlement, les administrations locales ont en charge l'identification de zones prioritaires de développement (ZPD), appelées aussi zones focales, sur lesquelles seront installés une partie des villages déplacés. Cette idée n'est pas nouvelle, puisqu'elle était déjà évoquée, sous une forme embryonnaire, par les hauts responsables lao dès le début des années soixante, durant la période du gouvernement royal (Kaufman, 1963 : 170-174). Néanmoins, elle n'est véritablement planifiée et mise en application qu'au milieu des années quatre-vingt-dix. En 1998, le gouvernement lao annonce la création de 87 ZPD pour 2002, rassemblant au total 1200 villages et 450 000 personnes (12 % de la population rurale du pays), la moitié d'entre elles venant de villages montagnards déplacés (GoL, 1998 : 26). Les ZPD doivent permettre de rationaliser l'aide au développement (dont elles concentrent la majeure partie) et de mettre en place des programmes « intégrés », c'est-à-dire rassemblant sur un même site des projets de construction d'infrastructures routières, hydrauliques ou sanitaires. Elles doivent également servir à tester les innovations techniques ou juridiques, et en premier lieu la réforme foncière, avant de les étendre à de nouveaux sites.

Dans ce contexte, l'aide internationale joue un rôle très ambigu. A l'échelle locale, certains projets d'aide permettent parfois de freiner les déplacements, voire de les stopper temporairement. Mais, inversement, il arrive également qu'ils servent de caution au déménagement des villages. Les autorités des districts ou des provinces promettent en effet aux villageois une aide sur leur site d'accueil, promesse qu'ils essaient ensuite de concrétiser grâce aux projets étrangers. A l'échelle nationale, les grandes agences de l'aide financent très directement les actions planifiées par le gouvernement lao, à condition que les déplacements soient consentis par les villageois. On peut rappeler ici que la création des ZPD notamment est étroitement dépendante du soutien étranger : sur les 154 milliards de kip (environ 115 millions de dollars en janvier 1998) d'investissements publics prévus en 1998, 83 % étaient financés par les institutions de l'aide internationale, principalement la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, le Pnud (GoL, 1998 : 31). D'un autre côté, de nombreux rapports – commandés par ces mêmes institutions ou conduits soit par des ONG, soit par des institutions lao

elles-mêmes – et articles¹⁴ ont montré les conséquences sociales dramatiques de ces déplacements avec à chaque fois comme résultat d'alimenter les discussions entre les bailleurs et le gouvernement mais sans que la politique de ce dernier change fondamentalement. Ces études insistent également sur le fait que les communautés villageoises sont souvent partagées sur l'opportunité du déménagement et qu'il est donc illusoire de vouloir aborder la question des déplacements en considérant seulement leur caractère volontaire ou contraint, comme le font la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.

Confronté depuis une dizaine d'années aux critiques d'une partie des agences de développement, le gouvernement oppose des arguments dont certains semblent pertinents, notamment celui de la rentabilité des dépenses d'infrastructures routières, sanitaires ou scolaires – qui impose que les localités atteignent une certaine taille –, et des moyens humains réduits dont il dispose. Il insiste également sur le fait que, parmi les villages déplacés, il s'agit dans une majorité de cas de rassemblements de localités de petite taille, implantées dans des zones très reculées et avec un accès difficile aux marchés locaux. Face à ces arguments, il est cependant nécessaire de rappeler qu'au moins la moitié des populations déplacées dans l'ensemble des provinces du pays n'est pas réinstallée sur des zones focales et bénéficie d'une aide réduite ou inexistante lors des premières années. D'autre part, la politique de déplacement des populations montagnardes menée depuis 1975 a des effets à long terme que les autorités locales ne sont pas toujours en mesure de prévoir, ni d'assumer : accroissement du taux de mortalité chez les migrants (Romagny et Daviau, 2003), paupérisation durable des villages déplacés (Goudineau, 1997 ; Ducourtieux, 2004), migrations spontanées et successives de localités ou de fractions d'entre elles (Evrard et Goudineau, 2004), incapacité des administrations locales à mettre en œuvre de façon satisfaisante la réforme foncière initiée à Vientiane (Evrard, 2002 et Evrard, 2004)... Enfin, si l'argument d'une nécessaire intégration économique de populations souvent isolées des voies de communication ne semble pas pouvoir être remis en question, il cache souvent une volonté d'assimiler les différents groupes ethniques et de faire disparaître des pans entiers de leur patrimoine culturel, au profit d'une « culture nationale », dont les principaux attributs sont étroitement calqués sur ceux de la majorité lao (Goudineau, 2000).

14. On trouvera une revue exhaustive de la littérature disponible à ce sujet dans Baird et Shoemaker, 2005.

Genèse et mise en œuvre d'une politique culturelle « nationale »

Dès 1976, une campagne de renouveau idéologique et culturel fut mise en place, avec des ambitions élevées. Il ne s'agissait de rien de moins que de la transformation morale, spirituelle, culturelle de la vie sociale, et de la formation d'un « nouvel individu » en possession d'un degré élevé de moralité révolutionnaire et de culture. Cette nouvelle culture devait être fondée sur l'amour du socialisme et sur le patriotisme, mais aussi guidée par une « vie morale ». Plus d'un quart de siècle après le lancement de cette révolution culturelle aux accents lao, la rhétorique conservatrice visant à discipliner les comportements parmi la population, et en particulier parmi la jeune génération, connaît un renouveau. Même si le projet de créer « l'homme nouveau socialiste » a été effacé des discours et documents de propagande, le régime n'a pas pour autant abandonné l'idée de « modeler » les individus, en particulier à travers son ambition réaffirmée de les préparer à la « culture dans l'ère moderne » (*vatthanatham samai mai*).

Au conservatisme moral et culturel s'ajoute également une discipline économique et sociale. En effet, aux yeux du gouvernement, la société lao doit se préserver des influences extérieures « néfastes » et de la propagation des « mauvais éléments sociaux ». Face au fardeau de la dépendance économique et à l'impact très négatif de la crise financière et économique de 1997, les autorités lao multiplient les injonctions à « l'autosuffisance » et à « l'autonomie ». Le « consumérisme effréné » et les « dépenses d'argent considérables dans des produits et services luxueux [étrangers] » sont condamnés dans les journaux¹⁵. Les discours officiels en appellent à la conscience sociale de la population car le « peuple lao doit se tenir sur ses deux jambes »¹⁶. La libéralisation économique et l'ouverture à l'extérieur de la société lao ont ainsi entraîné un retour de la politique de contrôle et de gestion politique, morale et culturelle de la population, en particulier depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Face aux changements sociaux et culturels, parfois brutaux, on assiste également à une résurgence de la religion, tant chez la population qu'au niveau de l'Etat.

La fête du That Luang, célébrée chaque année au mois de novembre à Vientiane, offre sans doute l'un des exemples les plus frappants de la symbiose entre bouddhisme et socialisme. Le monument religieux, érigé au XVI^e siècle par le roi Setthathirat comme symbole centrifuge du royaume de Lan Xang, a remplacé le marteau et l'enclume comme

15. *Kaosan Pathet Lao* (KPL), 24 avril 2002.

16. *Vientiane Times*, 31 janvier 2003.

emblème national. Les leaders lao et membres prédominants du parti communiste s'affichent volontiers à présent devant les caméras en train d'accomplir des offrandes durant les principales fêtes bouddhistes, y compris durant celle de la fête du That Luang, qui est devenue au fil des ans une vitrine de la culture nationale telle que celle-ci est conçue et mise en scène par le régime¹⁷, c'est-à-dire un mélange de discours socialisant, de rituels bouddhistes et de représentations de la culture « multi-ethnique ». Précisons cependant que cette ferveur populaire religieuse, récupérée par les autorités, ne concerne qu'une partie de la population car, selon les chiffres du recensement de 1995, plus du tiers des citoyens lao ne sont pas bouddhistes. Le clergé bouddhique, le *Sangha*, demeure en outre sous le contrôle des autorités au Laos, et bien qu'ayant (re)gagné en popularité, garde des liens étroits avec le parti (Stuart-Fox, 1999 : 168). L'institution bouddhique lao a certes vu son rôle évoluer ces dernières années, mais sa fonction n'est en rien comparable à l'alliance éminemment plus solide et ancienne à la base des liens entre l'Etat, la monarchie et la religion en Thaïlande.

En réalité, à côté des gestes ostentatoires et fortement médiatisés durant les fêtes populaires bouddhistes des dirigeants lao, le gouvernement tente aussi de séculariser le bouddhisme. Les tentatives au Laos pour démontrer la compatibilité entre bouddhisme et marxisme sont anciennes. Dès 1975, les séminaires politiques assénaient aux moines bouddhistes que les deux systèmes de croyances possédaient des principes identiques, c'est-à-dire « l'égalité essentielle entre toutes les personnes », et poursuivaient le même but fondamental, c'est-à-dire « l'exhortation au bonheur à travers l'élimination de la souffrance » (Stuart-Fox, 1999 : 161). Le gouvernement souhaitait également convertir les moines en éducateurs du programme socialiste, en particulier dans les campagnes. Mais la convergence entre les deux philosophies ne culmina jamais dans la création d'une doctrine de socialisme bouddhiste, comme en Birmanie ; de même que le parti n'envisagea pas de supprimer la religion. Les autorités s'employèrent plutôt dans le milieu des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt à limiter et à contrôler le *Sangha*, en censurant par exemple les pratiques dites de gaspillage (telles que les donations aux temples) ou en obligeant les moines à suivre des cours obligatoires de séminaires politiques. En bref, l'objectif était de « soumettre [le Sangha] à la volonté de l'Etat » (Evans, 1999 : 135).

Un autre axe culturel développé par les autorités lao à des fins de construction nationale est celui de la réinterprétation du passé, en

17. De façon plus prosaïque, il s'agit aussi d'une grande foire dans laquelle sont exposés les biens de consommation les plus divers, généralement importés de Thaïlande.

particulier de l'histoire pré-coloniale du Laos. L'inauguration fastueuse¹⁸ à Vientiane d'une statue dédiée au roi Fa Ngum à l'occasion du 650^e anniversaire de la fondation du royaume lao constitue un élément à part entière de ce projet d'écriture d'une narration linéaire du passé, et ce en dépit des discontinuités historiques. L'ambassade du Laos à Hanoi déclara à cette occasion que la nouvelle statue devait être considérée comme le signe de « l'unité du peuple lao » car Fa Ngum avait été le premier roi « à réunir toutes les ethnies du pays » (AFP, 5/12/2002). L'événement montre surtout comment le nouveau régime choisit et utilise certaines figures historiques ou certains symboles de la monarchie pour renforcer le nationalisme lao et, *in fine*, sa propre légitimité¹⁹. Pour le directeur du *Vientiane Times*, Somsanouk Mixai, l'inauguration de cette statue ne constitue pas « un rapprochement avec la monarchie. [...] le régime respecte toutes les périodes de l'histoire et les héros de la Nation antérieurs à 1975. Il y a les bons et les mauvais rois, comme ailleurs » (AFP, 5/12/2002). En élargissant le cadre d'analyse au-delà des contingences politiques, cette historiographie doit être également, sinon d'abord, comprise comme une volonté d'atteindre une longue durée, qui puisse apporter une mémoire collective et, par-delà, consolider l'identité nationale des citoyens du pays.

La genèse et l'évolution de la « population lao pluriethnique » constituent un des thèmes majeurs de la politique culturelle du parti. La version la plus courante et la plus populaire défend la thèse d'une origine à la fois lointaine (en Mongolie) et ancienne (5 000 ans et davantage) de l'ethnie originelle appelée « Ai-Lao »²⁰. Elle est détaillée dans les manuels scolaires et les ouvrages de vulgarisation vendus à un prix relativement abordable par la population urbaine locale sur les étals des marchés de Vientiane et dans les principales villes de province. Par exemple, le manuel d'histoire réservé aux futur(e)s professeurs de collège et de lycée des centres de formation des enseignants explique qu'« au début de l'ère chrétienne, le groupe ethnique lao de la lignée des Ai-Lao commença à émigrer vers ce territoire [le territoire actuel du Laos] et à cohabiter en paix avec les groupes ethniques autochtones. Aux environs

18. Les célébrations en l'honneur du roi Fa Ngum ont duré quatre jours. Au quatrième jour, une procession a réuni entre 1 000 et 2 000 personnes. Le cortège était précédé de quatre éléphants portant des acteurs représentant le roi, la reine et les principaux généraux de l'époque, ainsi que de chevaux, de buffles, d'astrologues, de savants, d'écrivains et de danseurs (AFP, 2/12/2002).

19. Sur ce thème, cf. notamment Evans, 1998.

20. De récentes études en linguistique, histoire et anthropologie tendent cependant à suggérer que le territoire originel des Tai se situerait dans un espace allant de l'ouest du Guangxi et du sud-est du Yunnan (au sud de la Chine) au nord du Vietnam et au nord-est du Laos (cf. Wyatt, 1984 : 5-6).

du milieu du VIII^e siècle, en particulier avec la prise de pouvoir de Muang Sua par Khun Lo²¹, le groupe ethnique lao immigra à l'intérieur du pays en très grand nombre, et après de nombreux mélanges, il est devenu le peuple lao d'aujourd'hui » (ministère de l'Éducation, Centre de développement des enseignants, 1998 : 6-7). En confondant allègrement légende et histoire, l'historiographie officielle fournit des origines prestigieuses et une grande continuité à l'ethnie lao, en mentionnant néanmoins certains « mélanges » avec les populations autochtones sur lesquelles elle donne très peu de détails (Pholsena, 2004 : 239-240). Elle légitime également la domination de cette population sur les autres groupes ethniques et prend de ce fait le risque de heurter la sensibilité de certains historiens officiels, en particulier ceux issus de groupes dits « minoritaires », généralement plus enclins à écrire un récit des origines davantage conforme aux préceptes marxistes-léninistes d'égalité et d'unité.

Outre le contenu de l'historiographie officielle, la pression exercée dans le domaine culturel par le nouveau régime sur les populations dites « minoritaires » s'exerce plus concrètement par l'intermédiaire d'une scolarisation obligatoire en langue lao dès les premières années de primaire, l'uniformisation de l'habitat²², l'interdiction des sacrifices animaux ou la promotion du bouddhisme. Concernant ce dernier aspect, il s'agit moins d'un réel prosélytisme que d'une instrumentalisation de la doctrine bouddhique et du *Sangha* pour faire disparaître les cultes rendus aux esprits territoriaux, les *phi*. À partir des années soixante-dix, de nombreux villages déplacés, ou certains quartiers dans les centres urbains, reçurent la visite de fonctionnaires accompagnés de bonzes, qui procédèrent à des cérémonies d'exorcisme pour « rejeter les *phi* dans la forêt ». De telles « conversions », encore en cours aujourd'hui, ne se traduisent ni systématiquement ni immédiatement par la construction d'une pagode, le but des autorités n'étant pas de contribuer à la création d'un groupe de religieux entretenus par les villageois. Il s'agit avant tout de faire disparaître les sacrifices animaux, à la fois contraires à la morale bouddhiste et inutiles une fois que celle-ci est devenue le cadre religieux

21. D'après la légende, Khun Lo était le fils aîné de Khun Borom, lui-même le fils du roi des dieux. Il fonda Muang Soua qui allait devenir plus tard le royaume de Louang Prabang (Archambault, 1973 : 105).

22. Les minorités sont invitées, lorsqu'elles ne possèdent pas déjà une architecture proche de celle des Lao, à construire des maisons sur pilotis, jugées plus « propres », et alignées les unes derrière les autres. Ce type de mesure est ressenti durement notamment par les minorités mon-khmer du Sud Laos, habituées à vivre dans de grandes maisons plurifamiliales agencées en cercle tout autour d'une maison commune où s'effectuent les principaux rituels villageois.

de référence, et d'amoindrir le rôle des spécialistes religieux traditionnels.

Ce processus de bouddhisation des minorités montagnardes n'est pas nouveau mais ses caractéristiques contemporaines diffèrent cependant de la période pré-révolutionnaire. Il s'agit tout d'abord d'un processus initié par l'Etat, souvent associé à un déplacement vers les basses terres, visant l'abandon complet (du moins officiellement) des anciens cultes, là où prévalait autrefois une inclusion progressive des croyances villageoises dans le cadre idéologique bouddhiste, indépendamment de la localisation du village. Ces « conversions » sont le plus souvent collectives tandis qu'elles concernaient essentiellement durant la période pré-révolutionnaire des notables montagnards anoblis par la monarchie lao. Enfin, et il s'agit sans doute du point le plus important, elles symbolisent la transition vers une identité « nationale » lao alors qu'elles pouvaient contribuer autrefois à renforcer les particularismes identitaires des populations montagnardes en leur conférant une certaine honorabilité.

Conclusion

Les déplacements de population et l'instrumentalisation du bouddhisme à des fins d'édification nationale montrent bien comment s'est à la fois transformé et perpétué le rapport du pouvoir central aux régions périphériques depuis 1975. Alors qu'ils concernaient autrefois essentiellement les populations des plaines, les déplacements visent désormais exclusivement les villages de montagnes. Néanmoins, leur objectif reste le même : contrôler la main-d'œuvre et faciliter l'aménagement et la sécurisation du territoire national. De la même façon, la diffusion de la doctrine et des pratiques bouddhistes à des fins d'acculturation tranche, par son caractère volontariste, avec les dynamiques qui prévalaient durant la période précoloniale. Cette politique constitue cependant aussi le prolongement d'une volonté déjà ancienne de « civiliser » les marges montagneuses et de les inclure dans l'espace social et symbolique des populations des plaines.

Malgré l'abolition de la royauté et l'avènement d'un régime socialiste, les transformations économiques profondes et rapides en cours depuis le début des années quatre-vingt-dix, les dirigeants lao n'ont donc pas rompu avec les symboles et les pratiques plus anciennes du pouvoir politique au Laos. Leurs actions s'inscrivent certes dans un nouveau cadre idéologique mais, au niveau local, la relation des populations rurales aux instances de pouvoir n'a pas fondamentalement changé depuis

1975. Tandis que le système politique demeure marqué par la monopolisation du pouvoir aux mains d'une minorité et par la censure et la répression de toute velléité critique, l'économie et la diplomatie du pays sont à l'inverse entrées dans une nouvelle ère à l'échelle régionale. Véritable paria de la communauté internationale, avec son allié le Vietnam, dès 1975 et ce pendant près d'une dizaine d'années, les autorités lao (et vietnamiennes) et leurs voisins multiplient aujourd'hui les rencontres et les accords. Mais que le Laos puisse redevenir le « cœur de la région, le carrefour où les routes commerciales se rejoignent » (Stuart-Fox, 1995 : 179), c'est un défi que le pays est à l'heure actuelle encore incertain de pouvoir relever.

Evrard Olivier, Pholséma V. (2005)

De la révolution à l'après socialisme : les temps de la construction nationale en RDP Lao

In : Gentil D. (dir.), Boumard P. (dir.) Le Laos doux et amer : vingt-cinq ans de pratiques d'une ONG

Paris : Karthala, 15-36. (Hommes et Société.Sciences Economiques et Politiques). ISBN 2-84586-727-1